

ÉTATS-UNIS Le document remis par la commission d'enquête parlementaire souligne les insuffisances des services de renseignements

11 septembre : le rapport qui accable le FBI et la CIA

Les attentats du 11 septembre contre le World Trade Center et le Pentagone, qui ont coûté la vie à plus de trois mille personnes, auraient-ils pu être évités ? Probablement, affirme en substance la commission d'enquête spéciale du Congrès dans un rapport très attendu, remis hier soir. Ou, pour être plus précis, il ne fait pas de doute que les parlementaires que des services de renseignements américains ont raté des occasions d'empêcher ce drame.

Les conclusions de ce document épais de 900 pages, qui auront nécessité neuf mois d'enquêtes et d'auditions, sont accablantes pour les services de renseignements américains. Au banc des accusés : le FBI, la police fédérale et la CIA, la centrale de renseignement, accusés de manquements graves. « La communauté du renseignement n'a pas été capable d'exploiter des informations importantes qui

semblent liées aux événements du 11 septembre », indique le document. « En conséquence, elle a manqué des occasions de déjouer le complot (...) en empêchant les terroristes (...) d'entrer sur le territoire américain ou en les arrêtant », estiment les enquêteurs.

Le rapport présente une chronologie des indices ignorés par le FBI et la CIA. Par exemple, il établit qu'à l'été 2001, de hauts responsables de la Maison-Blanche avaient été informés du risque d'attaques imminentes aux États-Unis pouvant provoquer un « grand nombre de victimes ». Pourtant, s'étonnent les parlementaires, « ces informations n'ont pas suscité d'évaluation spécifique par la communauté du renseignement ou de réaction de l'Etat américain à ce type de menace ». Voilà pour les faits déjà connus.

Mais neuf mois d'enquête auront per-

mis de faire remonter des éléments qui le sont moins. Ainsi, les enquêteurs ont retrouvé des rapports des services américains, datant pour certains de 1998, indiquant que le réseau al-Qaïda songeait conduire des attaques sur New York et sur Washington à l'aide d'avions commerciaux déformés, et avait même dépêché des agents pour tester les systèmes de sécurité des aéroports new-yorkais.

De même, contredisant les premières affirmations du FBI selon lesquelles le bureau ne disposait d'aucun informateur ayant eu des contacts avec des terroristes du 11 septembre, les enquêteurs ont réussi à identifier quatorze individus, connus de la police fédérale, ayant eu des relations avec au moins quatre des hommes ayant participé aux attentats.

Selon le rapport, la CIA était au courant deux ans avant les attaques des

liens avec le réseau al-Qaïda de deux kamikazes, Nawaf al-Hazmi et Khalid Al-midhar, présents à San Diego, en Californie, depuis 2000, où ils ont eu de nombreux contacts avec un informateur du FBI. Un agent du bureau a déclaré à huis clos devant la commission d'enquête que, si la CIA avait indiqué au FBI ce qu'elle savait de ces deux individus, « cela aurait fait une énorme différence ».

Ce qui fait dire au sénateur Bob Graham, qui présidait la commission du renseignement du Sénat jusqu'à la fin de 2002 et qui a joué un rôle clé dans la production du rapport, que la CIA et le FBI « montraient une résistance institutionnelle (...) à coopérer et à partager l'information ». « Je pense qu'il y avait des chances que nos services de renseignements, travaillant ensemble, auraient pu mettre au jour le complot suffi-

samment tôt pour le faire échouer. » Si le rapport porte de lourdes accusations, reste à en tirer les conséquences. Le document se contente d'énumérer dix-neuf recommandations. Bob Graham, qui s'est dit « très préoccupé du fait que personne dans la communauté du renseignement n'ait encore été sanctionné pour ces échecs », va plus loin. « Je pense que le président George W. Bush devrait demander la démission de George Tenet », le directeur de la CIA, a déclaré le sénateur peu avant que le document ne soit rendu public.

L'enquête parlementaire continue pourtant de soulever de nombreuses interrogations. Sur le rôle de l'Arabie saoudite dans le financement des terroristes du 11 septembre, dont seize étaient saoudiens, par exemple. Sur ce sujet, les réponses demeurent ambiguës, notamment parce que l'Administration Bush a

refusé de lever le secret sur vingt-huit pages du rapport qui y sont consacrées. « C'est sans doute là la plus grande faiblesse du rapport, en même temps que le plus grand regret du sénateur républicain Richard Shelby, qui était jusqu'en décembre le numéro deux de la commission, au côté de Bob Graham. « Beaucoup trop de choses ont été gardées secrètes, estime-t-il. Cela aurait été peut-être embarrassant si le secret avait été totalement levé sur ce sujet. » « Je peux seulement vous dire que je pense que le peuple américain doit savoir qui est derrière le financement de nombreux prétendues œuvres caritatives et derrière les fonds versés au terrorisme, car l'argent est la clé des attaques terroristes », conclut-il, amer.

Valérie Samson (avec AFP, Reuters)

COLOMBIE

Sarkozy assiste à la destruction d'un champ de coca

Medellin : de notre envoyé spécial Rodolphe Geisler

C'est à Medellin, une ville de 3 millions d'habitants réputée être la plus dangereuse du monde que Nicolas Sarkozy a achevé sa visite de deux jours en Colombie. Malgré l'offensive du nouveau gouvernement contre la guérilla et les paramilitaires, la région est encore loin d'être pacifiée. Medellin recense 4 000 homicides par an. Il y a moins de deux mois, son gouverneur a été abattu par les Farc (Forces armées révolutionnaires de Colombie) après avoir été pris en otage. La police est parvenue à reprendre le contrôle de certains quartiers de la ville, mais la campagne reste aux mains de la guérilla ou des paramilitaires.

A bord d'un hélicoptère américain Blackhawk, le ministre de l'Intérieur a assisté à une destruction aérienne de coca par fumigation. Un « spectacle », a confié Nicolas Sarkozy, qui « m'a fait penser à Apocalypse Now ». C'était la première fois qu'un haut responsable étranger était autorisé à assister à ce genre d'opération. « J'avais dit au gouvernement colombien que, à partir du moment où je venais les voir pour signer un partenariat, c'était pour voir des choses. Et qu'ils me donnent des preuves de leur bonne volonté », a expliqué Nicolas Sarkozy.

Martha Lucia Ramirez, ministre colombienne de la Défense, a relevé le pari. L'hélicoptère de Nicolas Sarkozy, au milieu de huit autres et de trois avions à hélice, a décollé d'une base sans nom, « au milieu de nulle part », a raconté le ministre qui s'est dit très impressionné. « C'est vraiment la guerre », a-t-il reconnu. Volant en rase-mottes, les trois avions épandeurs ont vaporisé chacun 1 000 à 1 200 litres de glyphosate de potassium, un produit qui rend les feuilles de coca immédiatement inexploitable. Durant toute l'opération, les artilleurs des hélicoptères ne lâchaient pas une seule seconde les poignées de leurs mitrailleuses. Il n'est pas rare, en effet, que les avions épandeurs essuient des tirs.

Avec 750 tonnes de cocaïne par an d'une valeur de 40 milliards de dollars, la Colombie est le premier pays exportateur au monde (75 % de la production mondiale). Mais à en croire le président colombien Álvaro Uribe, les narcos ont mangé leur pain blanc. Grâce aux opérations de « fumigation », 35 000 hectares de champs de coca ont été détruits en 2002 sur les 140 000 recensés. Et plus de 80 000 l'ont déjà été au premier trimestre 2003, selon un récent rapport de l'ONU.

L'objectif des autorités colombiennes est de décourager toute culture industrielle de la coca. Mais les opérations de fumigation ne sont que partiellement efficaces. Il peut en être averti par un récent récoltes par an sur la même parcelle. De plus, le glyphosate peut entraîner de graves effets pervers. Des ONG l'accusent de provoquer des dégâts « à l'environnement, au bétail et à la santé humaine ».

Schwarzenegger envisage de se présenter

La Californie veut limoger son gouverneur

New York : de notre correspondant Jean-Louis Turlin

Arnold Schwarzenegger réélu très sérieusement à son prochain rôle. Non pas à l'écran, mais dans l'arène politique. « Terminator » pourrait ajouter son nom à la liste des candidats déclarés ou potentiels qui ont juré la mort politique de l'actuel gouverneur de Californie, Gray Davis.

Parmi ces derniers : un riche législateur républicain, Darrell Issa, qui a financé une pétition pour un vote sur le limogement de Davis, moins d'un an après la réélection de celui-ci, en novembre dernier. Après avoir dépensé 1,6 million de dollars, Issa a déjà gagné, avec l'aide d'un puissant groupe de pression – l'« Avocat du peuple », la première partie de son pari : le vote aura lieu le 7 octobre. Plus d'1,3 million de signatures avaient été certifiées mercredi, soit largement plus que les quelque 900 000 requises, selon un pourcentage basé sur la participation au scrutin de novembre 2002 (6 millions seulement sur 15 millions d'électeurs).

La suite est beaucoup plus floue. Chargée d'interpréter une disposition constitutionnelle qui n'a jamais eu besoin d'être appliquée, la Cour suprême de Californie devra déterminer la forme du prochain scrutin. Celui-ci pourrait être double : les électeurs votent ou oui ou non sur le revot de Gray Davis. Dans le cas où c'est oui, ils pourraient utiliser un deuxième bulletin pour choisir son successeur.

Mais la Cour pourrait décider qu'une élection séparée est nécessaire ou encore, comme le prétend le Parti démocrate au pouvoir à Sacramento (la capitale de l'Etat), que le gouverneur sera remplacé automatiquement par son adjoint, Cruz Bustamante.

La Californie va devoir écrire un scénario qui ne s'appuie sur aucune procédure existante. Une quinzaine d'États ont des clauses autorisant le rappel de fonctionnaires élus, mais seul le Dakota

du Nord a renvoyé un gouverneur, en 1921. Ce n'est pas seulement un vote, mais un modèle que doit inventer la Californie en un délai record. Avec le risque d'un calvaire digne de la Floride et du désordre des bulletins qui a entaché l'élection de George W. Bush en 2000.

Comment en est-on arrivé là ? La faute en incombe d'abord à Davis, estimant ses détracteurs. Le gouverneur, qui bat des records d'impopularité après une élection triomphale pour son premier mandat, est accusé d'avoir occulté, pendant sa campagne de réélection, l'ampleur des problèmes budgétaires qui se traduisent aujourd'hui par des réductions de services et des augmentations d'impôts. Le déficit atteint un montant sans précédent : 30 milliards de dollars, soit plus que le budget de chacun des autres États à l'exception de celui de New York. Davis paie aussi le scandale de la crise de l'électricité il y a trois ans.

Etat pionnier en matière de démocratie directe, la Californie a favorisé la multiplication des initiatives populaires et des mesures référendaires. La plus célèbre d'entre elles, la proposition 13, dont le père n'est autre que le président de l'« Avocat du peuple », Ted Costa, avait récompensé en 1978 la révolte du contribuable, mais creusé un trou dans les revenus fiscaux qui pénalise aujourd'hui le même contribuable.

Gray Davis, qui dénonce un complot républicain dans un Etat de forte tradition démocrate, a juré de se battre jusqu'au bout. Aucune candidature rivale au sein de son parti n'est annoncée pour ne pas l'affaiblir. Quant à George W. Bush, qui espère faire meilleure figure en Californie en 2004 (il y avait été largement distancé par Gore en 2000), il garde le silence : un gouverneur républicain à la place de Davis héréditaire de ses problèmes et peut-être de son impopularité. Mais Arnold Schwarzenegger, républicain bon teint, peut encore rêver du rôle d'un autre acteur, Ronald Reagan, cet ancien gouverneur de Californie.

Un déséquilibré a déjoué les services de sécurité

Deux morts dans une fusillade à la mairie de New York

New York : Guillaume Faure

James Davis avait milité toute sa vie contre les armes à feu. Il avait même réussi à convaincre une chaîne de magasins spécialisée de ne plus vendre de jouets imitant trop bien certaines armes. Mercredi, ce conseiller municipal avait prévu de présenter à ses collègues un projet de loi relatif aux violences sur les lieux de travail. Au lieu de quoi, avant que le conseil n'ait le temps de commencer sa réunion, James Davis est mort abattu par des balles bien réelles, à l'étage d'un des bâtiments supposés être l'un des plus sûrs de la ville : la mairie de New York.

Autre ironie de l'histoire, ce conseiller municipal avait lui-même fait entrer son meurtrier dans les locaux de la mairie. C'est grâce à la présence de son accompagnateur que le tueur avait été dispensé du passage sous le détecteur de métaux. Dernier paradoxe, James Davis, à l'origine d'un groupe de lutte contre la violence urbaine, gardait toujours une arme sur lui. Son entourage le savait. Ex-garde de prison et ex-policier, ce pasteur noir de 41 ans aimait aussi se prétendre le « nouveau shérif de la ville » et montrer son arme à l'occasion. Mercredi, il n'a pas eu le temps de dégainer.

Othniel Askew, le meurtrier, n'était, de l'avis de ses voisins, rien de plus qu'un type un peu paumé, pour qui l'idée d'un siège au conseil municipal était devenue obsessionnelle. A 31 ans, il avait envisagé, sans succès, de briger l'investiture du Parti démocrate pour se présenter contre James Davis dans son quartier de Brooklyn.

Pour tenter de le neutraliser, Davis lui avait proposé de rejoindre les rangs de ses partisans. Il avait accepté, comme Askew le lui avait demandé, de l'emmener à un conseil municipal.



James Davis, conseiller municipal et militant actif contre les armes à feu, a été assassiné mercredi à la mairie de New York par Othniel Askew, qui avait envisagé de se présenter contre lui dans son quartier de Brooklyn. (Photos Alan Chiv/AP et AP.)

l'emmener à un conseil municipal. Parmi les élus, Askew n'avait pas été autorisé à s'asseoir

dans la salle avec les conseillers municipaux, mais avait dû rester au balcon. C'est là que Davis est allé le voir quelques minutes avant le dé-

but de la réunion. De la suite, les témoins ne se souviennent que de scènes dignes d'un western. Du balcon, Othniel Askew a déversé le chargeur

de son revolver sur Davis couché au sol. Un agent en civil posté plus bas est accouru, a descendu Othniel Askew de six coups de feu tandis que les autres conseillers municipaux se effondraient sous les bureaux.

« Comment une arme attelle pu entrer dans l'enceinte de la mairie ? », s'est étonné Jeffrey David, le frère de la victime. Comme lui, les New-Yorkais s'intéressent peu aux motivations d'Othniel Askew, mais digèrent mal qu'à l'heure des mesures de sécurité renforcées dans tous les bâtiments de la ville on puisse encore entrer à la mairie comme dans un moulin.

Jeudi matin, les portes ostensiblement passées sous le détecteur de métaux pour se rendre au travail. Quant à la mairie, Michael Bloomberg, en tête, les élus de la ville ont immédiatement admis qu'eux aussi étaient autorisés à ne pas passer sous le portique de sécurité.

Les New-Yorkais et le maire de la ville, Michael Bloomberg (au centre) comprennent mal qu'à l'heure des mesures de sécurité renforcées, on puisse entrer à la mairie comme dans un moulin. (Photo Moises Saman/AP.)

CE QU'IL FAUT SAVOIR

sur LEFIGARO.fr

- TOUR DE FRANCE : LES ÉTAPES EN DIRECT, LES CLASSEMENTS, LES EXPLOITS EN IMAGES
- FORMULE 1 : LES GRANDS PRIX EN TEMPS RÉEL, LES ÉCURIES ET LES PILOTES À LA LOUPE
- SPÉCIAL VACANCES : BONNES ADRESSES, RECETTES DE CUISINE, IDÉES DE SORTIES
- MULTIMÉDIA : MATÉRIEL HI-TECH ET JEUX VIDÉO AU BANC D'ESSAI
- DES ANNONCES IMMOBILIÈRES, DES OFFRES D'EMPLOI, DES STAGES
- ET TOUJOURS LES ARTICLES DU FIGARO ET L'INFORMATION EN CONTINU